



Uni(e)s contre une immigration jetable



rusf



resf 63
Réseau Éducation Sans Frontières

Contre une politique qui divise Français, immigrés : solidarité

La traque des sans-papiers s'intensifie. Chaque jour, télévisions, radios, journaux nous apportent de nouveaux témoignages : contrôles au faciès, convocations pièges en préfectures, rafles, charters, non respect des voies et délais de recours, pressions sur les préfets, policiers et gendarmes pour qu'ils expulsent davantage (24 000 expulsions en 2007 soit 65 par jour). Pour « tenir les chiffres », les préfets multiplient les arrestations. Les Centres de Rétention Administrative sont de véritables prisons pour ceux dont le seul délit consiste à vouloir vivre en France. A l'intérieur, ceux qui protestent contre les conditions de détention et les insultes des forces de l'ordre sont rapidement et violemment isolés. De nouveaux CRA sont en construction, on y enferme des enfants et même des nouveaux nés.

La politique de Sarkozy réduit constamment les droits des étrangers vivant en France : restrictions dans l'accès aux soins, tests ADN, restrictions du droit d'entrée et de séjour, limitation constante du regroupement familial, atteinte au Droit d'Asile. Les étrangers qui tentent de vivre en France pour fuir la misère, la violence ou la guerre subissent une véritable traque. Chaque jour la descente dans l'ignominie s'accélère. **Ceux qui nous gouvernent n'ignorent pas que cet acharnement brise et tue.**

Même dans les écoles les élèves de familles sans-papiers ne sont plus en sécurité. Les personnels de l'Education nationale se retrouvent dans la position « inimaginable », d'avoir à protéger certains de leurs élèves, contre une possible descente de police. Les étudiants étrangers sont sans relâche entravés dans leurs études.

Les droits à l'éducation, à la santé et à vivre en famille sont remis en cause. Ceux qui se solidarisent avec les sans-papiers sont envoyés devant des tribunaux. **Cette politique met en danger les libertés publiques de tous les citoyens.**

Sarkozy, Hortefeux et Fillon perpétuent une politique de suspicion généralisée à l'égard de tous les étrangers. Ils banalisent ainsi le racisme et la xénophobie.

Le gouvernement n'ignore pas que les sans-papiers doivent travailler pour survivre. Ils sont des milliers dans la restauration, l'hôtellerie, l'agriculture le bâtiment, premières victimes du travail illégal et des pires patrons qui peuvent les exploiter sans contraintes, parfois sans les payer. Leurs conditions d'exploitation constituent le véritable laboratoire de la flexibilité et tirent l'ensemble des salaires et des droits sociaux de ces secteurs vers le bas. Il faut arrêter cela, nous ne devons plus tolérer que du travail illégal construise le Stade de France, la Grande Halle d'Auvergne ou le Pont de Millau et que les travailleurs sans-papiers soient ensuite expulsés. **Il faut arrêter cette politique cynique au service du patronat.**

Nous refusons cette vision de la France qui tourne le dos aux Droits de l'Homme.

Contre cette politique xénophobe, mobilisons-nous pour affirmer des valeurs d'égalité, de solidarité et exiger :

- l'arrêt immédiat des expulsions,
- la fermeture des centres de rétention,
- la suppression du ministère de "l'immigration et de l'identité nationale",
- l'abrogation de lois racistes et xénophobes,
- l'arrêt des poursuites contre les soutiens des sans-papiers,
- la régularisation de tous les sans papiers.

Journée nationale de manifestations

Samedi 5 avril 15H

Place de la Victoire, Clermont-Fd

Manifestation en direction de la Préfecture